

THALES ■ La CFDT et Jean-Pierre Sueur s'inquiètent du rachat de Gemalto

La CFDT Thales de Fleury-les-Aubrais et La Ferté-Saint-Aubin a été reçue le 11 juillet au ministère de la Défense, en présence du sénateur PS Jean-Pierre Sueur, au sujet de l'offre d'achat, par Thales, du groupe Gemalto.

Gemalto rappelle, en effet, de mauvais souvenirs au syndicat : cette société, spécialisée dans la fabrication de cartes à puces, avait fermé son site de Saint-Cyr-en-Val, en 2008, avec 360 licenciements à la clé pour des raisons de compétitivité, alors que le chiffre d'affaires était en hausse de 3 %. Gemalto avait ensuite été condamné à verser 581.000 euros à 34 salariés licenciés sans cause réelle ni sérieuse (jugement confirmé par la cour de cassation en 2013).

Lors de la rencontre avec Hervé Grandjean et Animya N'Tchandy, conseillers auprès de la ministre des Armées, la CFDT s'est interrogée sur le devenir des emplois industriels, la sécurité et la protection des données sensibles de Thales et de l'État français, alors que le rachat (qui sera soumis à une enquête de la Commission européenne) aurait été décrit comme un « accélérateur de la digitalisation du groupe ». Hervé Grandjean a assuré ses interlocuteurs de la grande vigilance du ministère des Armées pour ce qui est de l'indépendance du groupe Thales ainsi que de la préservation de ses compétences et intérêts souverains sur les enjeux industriels liés à la Défense. Il a également assuré de l'attention du ministère par rapport à toute fuite éventuelle de données et a indiqué que le ministère serait attentif à la question de la création de nouveaux emplois à Thales. ■